

Gilles Fumey
25 février 2008

Veaux, vaches, cochons, couvées à Paris

(45e Salon international de l'agriculture, 2008) 23 février-2 mars 2008, Paris, Porte de Versailles.

Au mitan de l'hiver, les paysans se paient Paris pour y faire salon. Pour rappeler que **la France est la deuxième puissance agroalimentaire du monde** à une époque où nourrir les hommes est devenu un enjeu aussi puissant que l'énergie. Et cela, à quelques encâblures d'une nouvelle politique agricole commune et de négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il n'empêche : le chercheur Christian Pès [\[1\]](#) pose la question où ça fait mal : « **La France doit-elle rester une grande puissance agricole ?** »



Un champ après la moisson en Alsace (2007)

Photo : AFP

Mais a-t-on d'ailleurs le choix lorsqu'on sait qu'en plein déficit commercial, le secteur agroalimentaire a nourri **un excédent de plus de 9 milliards d'euros en 2007** dû, il est vrai, au champagne et aux vins en général, ainsi qu'aux céréales. On peut se poser la question lorsqu'on sait que les éleveurs de porcs, de bovins et d'ovins ont perdu une partie de leurs revenus l'an dernier, que la pollution des sols n'a jamais été aussi importante en Bretagne, en Alsace et dans la majorité des régions françaises ?

Aura-t-on **le choix de rester une « grande puissance agricole »** ? Il ne reste que 347 000 agriculteurs à temps plein, auxquels on ajoute souvent 200 000 retraités et salariés à petit revenu. 80 000 agriculteurs sont âgés d'au moins 55 ans et auront mis la clé sous la porte dans dix ans, alors qu'il ne s'installe que 16 000 exploitations par an [\[2\]](#) dont une bonne part ne sont encore pas aidées. Mais le plus dur n'est pas là. L'Union européenne pourrait accepter à l'OMC de baisser le niveau de ses barrières douanières agricoles : les éleveurs et les producteurs de fruits et légumes ont des raisons de s'inquiéter de la montée en puissance du

Brésil. Le Salon de l'agriculture montre **deux facettes du monde paysan** : une paysannerie intégrée à des grands groupes qui mène des offensives sur certains terrains comme celui des OGM [3], une France repue, celle des céréaliers par exemple qui ont vu leurs revenus progresser de... 98% en 2007 et, à l'opposé, une France des exploitations agricoles paysannes, de taille encore familiale qui font le choix du *small is beautiful*. Ce sont eux qui alimentent les réflexions sur l'avenir des terroirs, spécificité française et peut-être un modèle de développement durable agricole.

L'actuel ministre de l'Agriculture, Michel Barnier, rappelle qu'il n'est pas favorable « **au tout libéral quand il s'agit d'alimentation** ». Ainsi, il refuse aux producteurs de porcs qui sont en difficulté actuellement l'autorisation de recourir à des farines animales. Dans le sillage du Grenelle de l'Environnement qui préconisait la diminution de la moitié des produits phytosanitaires sur dix ans, la recherche agronomique va recevoir des fonds pour trouver des solutions durables. Urgente va être la réduction des aides aux céréaliers pour développer d'autres filières comme le bio et la filière ovine.

La France va profiter de la présidence de l'Europe au deuxième semestre 2008 pour lancer une réflexion sur la PAC de l'après-2013. Michel Barnier veut défendre la PAC parce qu'on va devoir « multiplier par deux la production agricole d'ici à 2050 pour nourrir 9 milliards d'êtres humains ». Il veut éviter le désarmement unilatéral de l'Union sur les questions agricoles, veiller à ce que les agriculteurs ne subissent pas trop la volatilité des prix du fait de la fin de certaines aides. Sur le coût de cette PAC très contesté, un diplomate européen aime à rappeler qu'elle « ne coûte pas grand-chose, à peine 0,4% du PIB communautaire contre, par exemple, plus de 2% consacré à la recherche développement ».

Il n'empêche. Selon Jean Viard [4], « **l'agriculture, c'est l'un des grands métiers du futur** ». Et la hausse des prix actuelle est propice : « quand on n'a pas d'angoisse en fin de mois, on a plus de temps pour réfléchir. Il faut que le monde agricole se remette à penser », pour renouer les liens avec les consommateurs, les citoyens, les écologistes. Car selon le sociologue, la France « est le seul pays au monde où on a fait du monde agricole une classe moderne (...) Mais aujourd'hui, il faut refonder le contrat : le monde paysan doit devenir un acteur majeur d'une civilisation durable. Peut-être nous manque-t-il le grand politique qui incarne cela ? » Et « dire aujourd'hui que la modernité est plus dans les sciences naturelles que dans la chimie ou le diesel. La bataille, c'est de donner à ce groupe la fierté de porter le développement durable ».

Gilles Fumey

[1] *L'arme alimentaire, les clés de l'indépendance*, Éditions Le Cherche-Midi

[2] Selon Thierry Pouch, responsable du service économique de l'APCA (Assemblée permanente des chambres d'agriculture).

[3] Sur le stand *Passion céréales*, les visiteurs du Salon pourront vanter un maïs Monsanto cultivé en France et qui fut interdit au début de ce mois de février 2008.

[4] *Lettres aux paysans (et aux autres) sur un monde durable*, Éditions de l'Aube, 2008.

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net